

Nucléaire : le pari ambitieux d'EDF

Le groupe français veut construire vite des réacteurs dernier cri, mais son passif joue contre lui.

Porté par un regain d'intérêt pour l'atome, EDF compte déployer des réacteurs de 3e génération (EPR) en France et en Europe à une échelle « *industrielle* », un pari ambitieux compte tenu de ses dérapages de coûts et de délais à répétition, incarnés par l'EPR de Flamanville censé démarrer cette année.

Après avoir fixé en novembre le cap à « *1 voire 1,5 (réacteur EPR2) par an* » en Europe dès la prochaine décennie, le PDG Luc Rémont a revu en hausse, vendredi, l'ambition du groupe français à « *deux réacteurs par an* ».

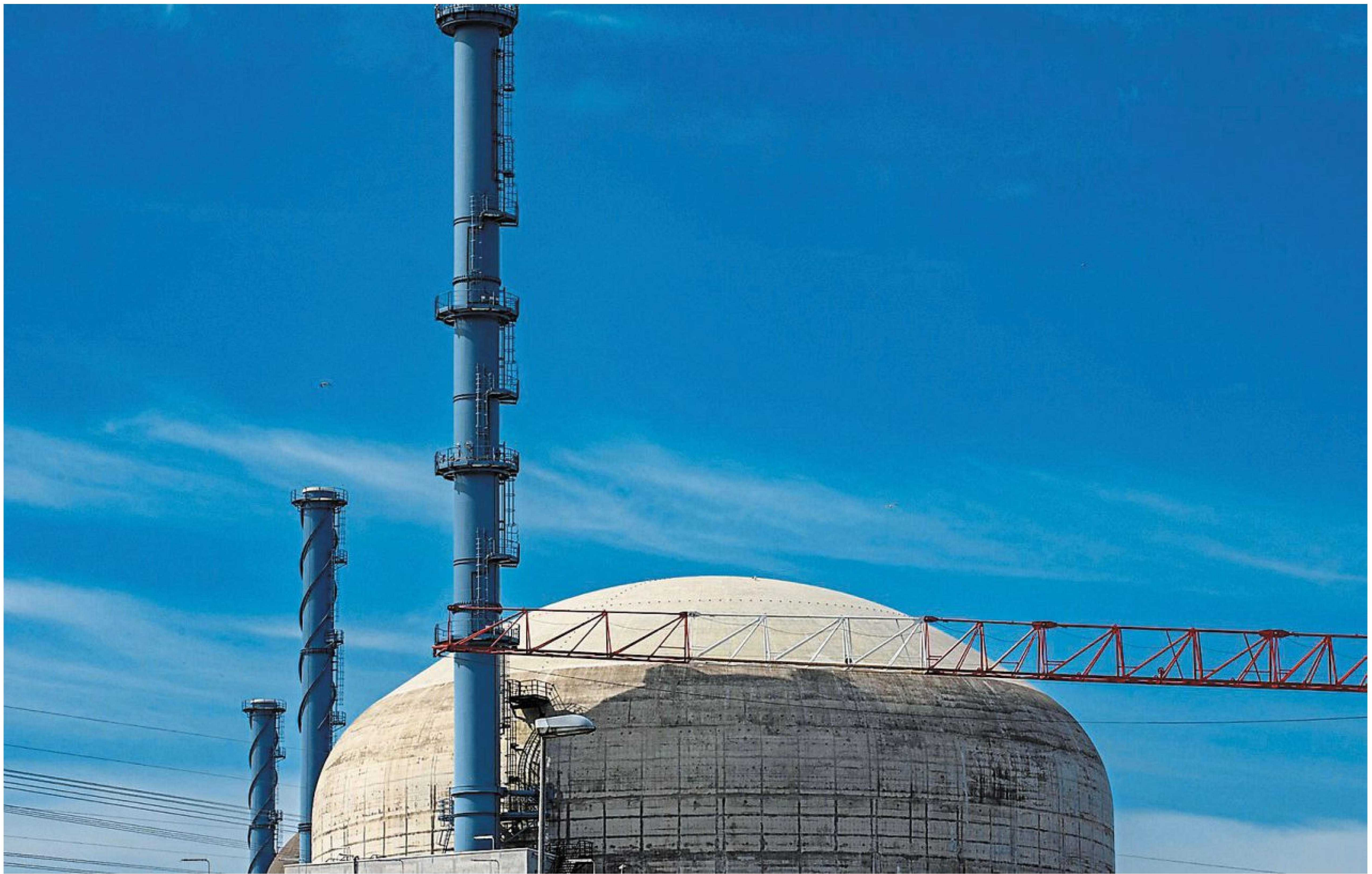
Le défi industriel est colossal pour le groupe, lesté d'une dette abyssale (54,4 milliards d'euros) et critiqué pour les déboires de ses chantiers EPR. D'autant qu'EDF doit aussi répondre à la relance d'un programme nucléaire en France pouvant aller jusqu'à 18 réacteurs EPR2 - version améliorée de l'EPR - et mener à bien ses deux programmes anglais, Hinkley Point et Sizewell.

« *On a déjà fait quatre par an* », dans les années 1970-80, « *c'est que c'est possible* », rassurait le PDG en novembre.

Seules deux centrales en marche dans le monde

Aujourd'hui, seules deux centrales dotées d'EPR d'EDF sont en marche dans le monde, en Finlande et en Chine, en attendant le démarrage commercial de l'EPR de Flamanville, en Normandie, annoncé pour mi-2024, avec 12 ans de retard. Le chargement du combustible, étape cruciale avant le raccordement, est toujours prévu d'ici au 31 mars, mais l'autorité de sûreté a prévenu que le calendrier était « *tendu* »...

Lancé en 1992 comme le top de la technologie nucléaire, sur une collaboration initiale franco-allemande, le réacteur pressurisé européen (EPR) a été conçu pour relancer l'atome en Europe, après la catastrophe de Tchernobyl de 1986, en promettant une sûreté et une puissance accrues. Mais le fleuron n'a eu de



Flamanville, juin 2022. Le démarrage commercial de l'EPR de Flamanville est annoncé pour mi-2024, avec douze ans de retard.

PHOTO : AFP

cesse d'accumuler les difficultés sur fond de perte de compétences dans la filière alors que la construction du dernier réacteur mis en service en France a commencé en 1991, 16 ans avant Flamanville.

Encore en janvier, EDF annonçait que son chantier à Hinkley Point pourrait connaître jusqu'à six ans de retard et un quasi-doublément du coût. Un scénario similaire se dessine pour le programme de six EPR2 porté par le gouvernement français, dont la facture provisoire aurait déjà gonflé de 30 % (67,4 milliards au lieu des 51,7 milliards annoncés).

Une inflation du programme que

refuse de confirmer Luc Rémont à ce stade : « *Pour l'instant, il n'y a pas de coût évalué* », a-t-il déclaré à Contexte, arguant que ce travail est « *en cours* ».

Néanmoins, ce nouveau chiffrage a ravivé les doutes sur la capacité de l'électricien à livrer ses chantiers dans les clous budgétaires et temporels, au point d'agacer le ministre de l'Économie Bruno Le Maire : « *EDF doit apprendre à tenir ses coûts et son calendrier* ».

Le groupe se dit lui pleinement mobilisé pour parvenir à un modèle d'EPR2 optimisé et standardisé, tenant compte des pièges du passé.

À SAVOIR

Des constructions à enchaîner

Pour EDF, l'objectif est d'atteindre un « *effet de série* », donc construire des réacteurs de manière industrielle pour être plus compétitif.

Le groupe a ainsi entamé des discussions aux Pays-Bas, en Slovénie, Pologne, Finlande et Suède au moment où l'atome retrouve la cote en Europe, à la

faveur de l'impératif climatique de sortir des énergies fossiles et d'une plus grande indépendance vis-à-vis de la Russie, plus grand exportateur de centrales. En République tchèque, EDF est notamment présélectionné avec son concurrent sud-coréen Kepco dans un appel d'offres pour quatre réacteurs.